DISCOURS

SUR LE BUDGET

— PRONONCÉ PAR —

L'HON. H. T. DUFFY

Trésorier de la Province

A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

LE 6 MARS 1901

QUÉBEC :
IMPRIMÉ PAR LA CIE D'IMPRIMERIE "LE SOLEIL."

1901

DISCOURS

SUR LE BUDGET

MONSIEUR L'ORATEUR,

Mort de l'honorable M. Marchand

Le 25 septembre dernier, la mort est venue frapper l'ex-Trésorier de la Province avant qu'il ait eu l'occasion de faire à la Chambre l'exposé de la dernière année financière, sur laquelle, malgré sa santé défaillante, il a veillé avec un soin énergique et tant de succès.

L'un des journaux de cette ville a annoncé sa fin sous ce titre : "*A good man has gone to his reward.*"—"Un homme de bien est allé recevoir sa récompense,"—et les citoyens de la province, sans distinction de couleur politique, ont, dans un deuil universel, déploré sa mort comme celle d'un homme dont la vie a été absolument consacrée au devoir et aux meilleurs intérêts de la province.

Résultats de l'administration Marchand

Avant d'entrer dans l'examen du budget pour l'année fiscale qui vient de finir, on me permettra bien, pour un instant, de jeter un coup d'œil sur les résultats de l'administration Marchand, comparés à ceux des administrations antérieures durant les cinq années qui l'ont précédée.

Le résultat des cinq années d'administration jusqu'à juillet 1897, se résume comme suit :

1° La dette publique augmentée de.....	$ 3,869,081.10
2° La dette fondée augmentée de....	9,021,334.07
3° Un déficit annuel de................	291,481.71
4° Un déficit total pour les 5 années de.	1,457,408.56

5° Augmentation de taxes s'élevant annuellement à........................ 452,490.51
6° Total pour les 5 années des taxes accrues........................ 2,262,452.55
7° Total des déficits et des nouvelles taxes pour les 5 années.................. 3,719,861.11
8° Charges des intérêts annuels augmentées de........................ 123,082.55

Je ne cite pas l'état de choses ci-dessus avec l'intention de jeter du blâme sur qui que ce soit, mais simplement avec l'idée de montrer les difficultés au milieu desquelles s'est trouvé le gouvernement Marchand.

Ajoutons à cela, que les embarras financiers de l'Administration ont été augmentés par la diminution du revenu et l'accroissement des dépenses occasionnées par certaines charges, comme suit :

1° Par l'abolition de certaines taxes s'élevant à la somme de........ $272,720.04
2° La diminution de l'intérêt annuel sur les fonds dus par le Pacifique Canadien........................ 32.214.00
3° Par l'augmentation de nos dépenses pour :

(*a*) Intérêt sur la dette publique... $60.893.04
(*b*) Subvention supplémentaire pour l'instruction publique..... 50,000.00
(*c*) Le gouvernement civil, (organisation d'un nouveau département et augmentation de salaires).... 16,249.01
(*d*) Dépenses supplémentaires occasionnées par l'augmentation des sommes allouées aux asiles d'aliénés en vertu du statut 60 Vict. chap. 6........................ 22,000.00 — 149,142.05

Ce qui forme en tout :........................ $454,076.09

Les Comptes publics pour 1896-97 accusent un déficit dans l'état des recettes et des dépenses *ordinaires* de........................ $810,484.20

Et dans le total des recettes et dépenses de. $984,043.01 sans compter les dépôts en garantie et les subventions des chemins de fer.

Pendant la première année de l'administration Marchand expirée le 30 juin 1898, le déficit des recettes et dépenses ordinaires a été diminué de $810,484.20 en 1896-97 à........................ 187,030.33 en 1897-98

Ce qui constitue une amélioration au montant de........................ $623,453.87.

Pendant la deuxième année de la même administration les déficits ont entièrement disparu pour faire place à un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire de.. $33,615.33 en 1898-99

La troisième année, cette administration a eu un surplus de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires de $23,192.57.

Tout cela a été pratiquement accompli sans imposer de nouvelles taxes et sans créer de nouvelles sources de revenu.

Tel a été le résultat d'une stricte économie dans les dépenses et d'une perception soigneuse des recettes.

L'administrateur des finances de la province ne peut trouver actuellement dans ses fonctions l'occasion de faire des miracles, mais on peut en toute justice dire que si le gouvernement Marchand n'a pas surpassé ses prédécesseurs, il a été au moins leur égal.

Année financière expirée le 30 juin 1900.

Les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1900 indiquent que les recettes et les dépenses ordinaires ont été comme suit :

Recettes ordinaires..............	$4,451,578.29
Dépenses ordinaires..............	4,428,385.72
Surplus	$ 23,192.57

Les recettes totales, moins les subsides de chemins de fer et le remboursement des dépôts en garantie des chemins de fer, mais y compris les dépôts en fidéi-commis, ont été :

Recettes'..........................	$4,502,445.83
Dépenses..........................	4.465,833.24
Surplus........	$ 36,612.59

Prévisions budgetaires.

Les prévisions budgétaires pour la même année étaient :

Recettes ordinaires..............	$4,204,899.42
Dépensés ordinaires..............	4,155,755.97
Surplus estimé.....	$ 49,143.45

Dans les recettes ainsi prévues se trouvait compris un article de $30,000.00 pour la taxe sur les subventions de chemins de fer, dont $644.83 seulement ont été perçues. Ceci représente en fait la différence entre le surplus prévu et le surplus actuel.

L'estimation des recettes ordinaires, y compris celle des montants prélevés par les Shérifs et les Percepteurs du Revenu, et déboursés par eux, était de......	$4,204,899.42
Les recettes ordinaires réelles ont été.........	4,451,578.29
Surplus sur l'estimation.................	$ 245,678.87
Les dépenses ordinaires avaient été estimées à.	$4,155,755.97
Montant auquel il faut ajouter les déboursés des shérifs et des percepteurs du revenu à même leurs perceptions.................	29,861.31
	$4,185,617.28
Les dépenses ordinaires réelles ont été de.......	$4,428,385.72
Excédant l'estimation de..........	$ 242,768.44

Exposé des différences entre les recettes et les dépenses prévues et réelles.

On voit, par ce qui précède, la différence considérable qui se trouve entre les recettes ordinaires prévues et les recettes ordinaires perçues, mais on constate presque la même différence entre les dépenses ordinaires prévues et les dépenses ordinaires effectuées ; d'où il résulte que le surplus existant diffère très peu de celui qui avait été prévu.

Certains services accusent des excédents sur les prévisions budgétaires s'élevant en tout à.....$374,740.59

Tandis que d'autres services ont diminué en tout de.. 128,061.72

De sorte que les recettes perçues ont excédé les estimations de $246,678.87

L'augmentation principale se trouve dans les services suivants :

Terres, forêts et pêcheries.............................$249,371.73
Taxes directes sur les corporations commerciales..
Droits sur les successions.............................. 26,598.39
Asiles d'aliénés.. 45,865.58
La diminution, comparativement aux estimations, est, dans l'article des Licences, au montant de.. 12,713.87
$81,559.55
Et celui de la taxe sur les subventions de chemin de fer, au montant de.......................... 29,355.17

Dépenses excédant les prévisions budgétaires

Les principaux excédents sur les prévisions budgétaires relatives aux dépenses sont les suivants :

Gouvernement civil......................................$16,096.16
Administration de la Justice (prop.)...................... 54,657.06
Instruction publique.. 20,198.37
Agriculture..
Terres, forêts et pêcheries...............................$21,109.97
Colonisation et Mines....................................... 20,704.13
Asiles d'aliénés 55,845.00
Services divers.. 20,400.00
40,455.57

Et les déboursés qui ont été moindres que les prévisions budgétaires, sont :

Dette publique...$32,352.34
Travaux et édifices publics (dépenses ordinaires).... 3,193.64

Comparaison des recettes et des dépenses de 1899-1900 avec celles de 1898-1899

—

RECETTES ORDINAIRES

Le montant total des recettes ordinaires pour l'année 1899-1900 a été de...............	$4,451,578.29
Et pour l'année 1898-99 de..............................	4,223,579.43
Soit une augmentation pour 1899-1900 de.........	$ 227,998.86

Les principaux articles accusant augmentation sont les suivants :

Terres, forêts et pêcheries..............................	$256,126,06
Mines..	7,835,55
Honoraires judiciaires..............................	5,552.67
Taxes directes sur les corporations commerciales.	13,972.35
Asiles d'aliénés, contributions municipales.........	32,473.59

Voici l'explication de ces augmentations :

TERRES, FORETS ET PECHERIES................ $256,126.06

Cette augmentation provient de l'exploitation croissante des bois, et tout particulièrement du bois de pulpe, due à la prospérité générale du pays et à l'établissement de grands moulins à pulpe dans la province. Il y a eu aussi dans le cours de l'année une vente de coupe de bois qui a été un succès.

Les recettes des Terres de la Couronne comprennent un article de $26,000.00, produit de la vente de la seigneurie de Mingan.

MINES...$7,835.55

Cette augmentation provient du nombre accru des permis de mine—*prospecting licenses*—ainsi que des ventes de terrains miniers.

TAXES DIRECTES SUR LES CORPORATIONS COMMERCIALES.................................$13,972.35

En ce cas-ci, l'augmentation est dûe à l'accroissement des capitaux engagés dans les entreprises commerciales et industrielles. Voici les dénominations des différentes compagnies

qui contribuent à cet impôt et les montants de leurs contributions :

Banques	$35,026 67
Compagnies d'assurance	4[illegible],266 05
Compagnies autorisées (incorporated)	71,682 30
Compagnies de prêts	4,013 31
Compagnies de navigation	2,659 86
Compagnies de télégraphe	223 00
Compagnies de téléphone	1,609 56
Compagnies de tramways	4,646 00
Compagnies de chemins de fer	18,885 55

ASILES D'ALIÉNÉS, CONTRIBUTIONS DES MUNICIPALITÉS..$32,473.59

C'est de la perception d'arrérages considérables dûs pour des années antérieures que nous provient cette dernière augmentation.

Articles des recettes moindres que ceux de 1898-1899.

Les principaux articles sous cette rubrique accusant diminution sont les suivants :

Dominion du Canada	$41,145.46
Permis (licences)	20,307.21
Droits sur les successions	17,130.05

Explication de la diminution.

DOMINION DU CANADA..................$41,145.46

Dans son discours sur le budget l'an dernier, le Trésorier a attiré l'attention sur l'agmentation anormale du montant perçu du gouvernement du Canada pour 1898-1899, augmentation qui a été produite par le paiement dans le cours de l'année des arrérages d'intérêts dûs sur les fonds en fidei-commis et qui explique la diminution apparente de cet article en 1899-1900, alors qu'il est revenu à son chiffre normal.

PERMIS (LICENCES)..................$20,307.21

La diminution du revenu qui découle des " licences," diminution existant particulièrement en dehors des grandes villes, est causée par l'accroissement du nombre de municipalités rurales qui ont adopté des règlements prohibitifs ou ont restreint le nombre des licences. Dans plus des deux tiers des municipalités rurales, ces règlements sont en vigueur, et le revenu provenant de ces municipalités a constamment diminué en conséquence. C'est une bonne note pour la condition morale du peuple, mais le revenu en souffre parallèlement.

DROITS SUR SUCCESSIONS.............$17,130.05

Le revenu de cette source est déterminé par le montant des successions laissées par les personnes qui meurent, et ne peut-être controlé par le gouvernement.

Dépenses ordinaires

Le total des dépenses ordinaires pour 1899-1900 a été de	$4,428,385.72
Et pour 1898-1899 de	4,189,964.10
Soit une augmentation de	238,421.62

Principaux articles d'augmentation

Législation	$ 9,535.87
Gouvernement civil	16,221.65
Administration de la justice	17,111.28
Instruction publique	63,743.56
Agriculture	18,341.71
Colonisation	45,000.00
Terres, forêts et pêcheries	28.135.72
Divers	44,676.86

Explication de ces augmentations

—

LÉGISLATION		$9,535.87
Augmentations :		
Conseil législatif		$ 481.27
Assemblée législative		2,419.20
Impressions et reliure (pour les deux Chambres)		10,055.30
Impressions etc. des statuts		2,000.00
		$14,955.77
Diminutions :		
Dépenses d'élections	$ 3,099.05	
Alloué aux Reviseurs	2,320.85	
		$5,419.90
		$9,535.87

GOUVERNEMENT CIVIL		$16,221.65
Augmentations :		
Salaires	$ 4,221.65	
Contingents	12,000.00	
	$16,221.65	

L'augmentation des contingents à $12,000 se divise comme suit :

Département des Terres, forêts et pêcheries	$8,000.00
Lieutenant-gouverneur	800.00
Secrétaire provincial	500.00
Instruction publique	200.00
Colonisation et Mines	1,000.00
Instruction publique	1,500.00
	$12,000.00

ADMINISTRATIONS DE LA JUSTICE	$17,111.28
Augmentations :	
Appointements et dépenses des shérifs, des protonotaires, etc., poursuites criminelles, divers, etc.	$17,487.82
Ecoles de reforme	1,200.00
	$18,687.82

Diminutions :

Police	$624.69	
Inspection des bureaux publics	951.85	1,576.54
		$17,111.28

L'augmentation en ce cas-ci est produite par l'accroissement des salaires et des contingents dans les bureaux des shérifs et des protonotaires à Montréal, par les $2,849.25 payés à la ville de Hull, étant le montant de la taxe pour la Cours de district d'Ottawa imposée par le statut 60 Vict., chap. 7 et perçue par timbres judiciaires.

INSTRUCTION PUBLIQUE.................... $63,743.56

Augmentations :

Ecole Polytechnique de Montréal	$ 500.00
Livres pour prix	2,000.00
Journaux de l'Instruction publique	4,550.00
Fonds de pension des instituteurs	4,000.00
Ecoles élementaires (60 Vict., chap. 3)	53,065.09
Collège de St-Romuald	500.00
Conseils des Arts et Métiers	$ 128.47
	$64,743.56

Diminution :

R. C. High School, Montréal	1000 00
	$63,743.56

L'excédent des dépenses pour l'Ecole Polytechnique de Montréal, pour les livres donnés en prix et les journaux de l'Instruction publique fut voté dans le *bill* des subsides pour 1899-1900. Quand à l'augmentation de l'octroi pour le fonds de pension des instituteurs, il fut accordé en vertu de la loi de l'Instruction publique 62 Vict., chap. 28, article 513. Les dépenses en vertu du statut 60 Vict. chap. 3, en 1898-1899, étaient de $13,133.28, et, en 1899-1900, de $66,198.37. Dans ces montants ne sont pas compris les sommes dépensées en vertu des mêmes lois pour les écoles du soir pendant les deux années et entrées sous d'autres rubriques.

AGRICULTURE.................... $18,341,71

Augmentations :

Sociétés d'agriculture	$ 45.28
Cercles agricoles, etc	6,455,52
Société d'Horticulture, Québec	116.12
Ecoles d'agriculture	94.37
Ecoles vétérinaires	96.92

Associations laitières et inspection des syndicats du beurre et du fromage		$ 2,132.99
Industrie laitière		1,029,68
Culture des arbres fruitiers		1,000.00
Conférences sur l'agriculture		89.98
Mérite Agricole provincial		670.83
La Métairie St-Joseph, St-Hyacinthe		1,000.00
Améliorations des chemins ruraux		5,110.07
Exposition de Paris		8,500.00
		$26,341.76
Diminutions :		
Fêtes des Arbres	$ 05	
Expositions agricoles	3,000.00	
Fermes modèles de Compton	5,000.00	8,000.05
		$18,341.71

COLONISATION		$45,000.00
Augmentation :		
Chemins de colonisation	$45,000.00	

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES		$28,135.72
Augmentations :		
Dépenses générales		$16,900.00
Pêcheries et chasse		9.600.00
Protection des forêts		3,000.00
		$29,500.00
Diminutions :		
Comptes en suspens	$1,010.51	
Publication de cartes	349.58	
Parc National des Laurentides	4.19	1,364.28
		$28,135.72

Il a été pourvu au paiement de l'augmentation des dépenses générales par mandat spécial. Le rapportdu Commissaire dit que ces dépenses ont été requises pour déboursés relatifs aux explorations des coupes de bois et des pouvoirs d'eau. Quant à l'augmentation qui se rattache aux pêcheries et à la chasse, elle est mentionnée comme ayant été principalement occasionnée par les nouvelles dépenses qu'a entraîné le retrait des pêcheries du contrôle du gouvernement du Dominion.

DIVERS	$44,676.86

Augmentations :

Divers (en général)		$1,133 29
Bureau d'Hygiène Provincial		4,000 00
Gazette Officielle de Québec		646 68
Timbres, licences, etc		2,316 36
Perception des licences, etc		49,957 60
Arbitrage en vertu du 54 Vict., chap. 4		260 50
Tenure des terres, Iles de la Madeleine		172 89
Inspection des institutions de bienfaisance		1,204 16
Réclamation de Joseph Dussault		24,818 48
Succession Neville, *re* interruption de son bail du Château de Ramezay, Montréal		7,962 24
Déboursés par les shérifs à même la perception du fonds de bâtisses et des jurés		460 11
		$92,932 31
Diminutions :		
Fonds des municipalités	$ 36 00	
Inspection des chemins de fer	96 85	
Ecoles du soir	119 25	
Loi des établissements industriels de Québec	757 15	
Salaires de régistrateurs et dépenses contingentes	1,637 77	
Institut Impérial, Londres	100 00	
Pensions, service civil	1,551 60	
Pensions spéciales	250 00	
Déboursés par les percepteurs du Revenu provincial à même la perception des produits des licences	43,706 83	48,255 45
		$44,676 86

L'augmentation relative au Bureau d'Hygiène provincial est due aux dépenses causées par les cas de petite vérole qui ont été signalés et par les déboursés de deux membres de ce bureau à Paris.

Quand à l'augmentation des déboursés de perception des licences payés par mandat, — $49,957.60 — elle se trouve compensée en partie par le montant de $43,706,83 ci-dessus, que les percepteurs n'ont pas eu à debourser sur leurs recettes.

Le mode maintenant établi comporte que les percepteurs doivent verser au Trésor le montant brut de leurs perceptions et obtenir des mandats pour payer les dépenses du service des licences.

Diminution des dépenses

L'article principal de diminution concerne la dette publique. Il se chiffre à.... .... $20,263 83

Réparti comme suit :

Diminutions :

Rachat de la dette.....................		2,725 34
Escompte et charges sur la conversion de la dette..............		30,080 74
		$32,806 08

Augmentations :

Intérêt sur la dette consolidée	$3,140 12	
Intérêt sur la dette non consolidée..	6,226 41	
Fonds d'amortissement....................	2,828 26	
Commission timbres, annonces etc....	21 93	
Prime, escompte et échange...........	325 53	$12,542 25
		$20,263 83

On voit ainsi que s'il y a eu une augmentation considérable des dépenses de l'année dernière sur celles de l'année précédente, ça été principalement dans les trois branches de l'Instruction publique, de l'Agriculture et de la Colonisation. Les dépenses de ces trois services réunies forment un excédent total de.. $127,085 27

On ne prétendra pas que l'argent a été dépensé sans discernement, et le seul reproche que l'on pourrait faire, serait d'exprimer l'espoir que nous aurions les moyens de débourser encore plus.

L'AUGMENTATION DE..................... $28,135.72

dans le service des Terres, forêts et pêcheries en est une à laquelle on devait s'attendre dans un département dont l'importance va toujours grandissante, et dont le revenu s'est accru dans des proportions si extraordinaires.

L'année courante

L'état des recettes et des dépenses pour l'année courante jusqu'au 25 février 1901 a été préparé et déposé devant la Chambre. Il indique que certains déboursés ont été faits qui n'avaient pas été mentionnés dans les prévisions budgétaires et dont les principaux ont été les suivants :

Incendie de Hull....................	$ 25,000.00
Funérailles de feu l'hon. M. Marchand.	9,383.33
Dépenses d'élections, environ..........	40,000.00
Ce qui fait un total pour ces trois articles de.	$ 74,383.33

Toutes les dépenses d'élections, sauf celles d'un seul comté, ont été produites et payées, et les déboursés de ce chef s'élèvent à..................................	$ 36,082.01
Quand la balance encore impayée sera ajoutée au compte de ce chef, le total ne dépassera pas..................	$ 40,000.00
Les dépenses des élections générales de 1897 furent de..........................	$ 75.379.60
Nous avons donc épargné aux dernières élections..............................	$ 35,379.60

Les élections par acclamation ont beaucoup d'avantages, et celui de l'économie n'est pas le moindre.

Dans les recettes, il y a eu jusqu'à présent une diminution considérable à l'article des droits de succession, une diminution d'environ $130,000.00.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est là un revenu qui échappe au contrôle du gouvernement. Nous pouvons cependant observer qu'il y a des raisons de soupçonner que plusieurs personnes éludent la loi en disposant de leurs biens par donations *inter vivos*, même en face de la mort, au lieu de par testaments.

En Angleterre et dans d'autres pays où l'impôt sur les successions existe, on a prévu cela en statuant que le transfert d'une propriété, par donation, dans un certain laps de temps précédant de la mort du propriétaire, est considéré comme équivalent à toute mutation après décès. Il peut être nécessaire de songer si des dispositions en ce sens ne pourraient pas être introduites dans nos lois

L'année financière courante n'est pas encore assez avancée pour en prévoir les résultats avec quelque certitude.

Il n'est pas mal à propos, cependant, de dire que nos dépenses, fussent-elles même le plus rigoureusement contro-

lées, accroissent toujours. L'augmentation de la population entraîne avec elle un surcroît considérable de dépenses dans les services de l'administration de la Justice, des asiles d'aliénés, de la Colonisation, de l'Instruction publique, et de fait dans tous les services publics. Avant tout, nous avons à rencontrer l'intérêt de la dette publique s'élevant à plus de $1,500,000.00 par année.

D'un autre côté, notre revenu n'en est pas un qui puisse se développer, mais il reste à peu près fixe.

Pendant que la population s'accroit et que le commerce prend de l'expansion, nos subsides du Dominion restent toujours les mêmes.

Il est inutile de dissimuler que, quels que soient nos disposition à l'économie, le trésorier de la Province n'en voit pas moins se dresser devant lui, le problème de l'augmentation du revenu.

Prévisions budgétaires pour l'année 1901-1902.

Voici maintenant l'estimation des recettes et des dépenses pour l'année 1901-1902. Elle a été soigneusement basée sur les informations recueillies des différents départements et préparée avec une stricte économie.

J'ai estimé le total des recettes ordinaires à	$4,321,761 89
Et celui des dépenses ordinaires à.......	4,267,643 28
Surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires........................	$ 54,118 61
Dépenses extraordinaires...............	33,300 00
Total surplus prévu des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, moins les subsides de chemins de fer.........	$ 20,818 61

Recettes probables, 1901-1902.

Puissance du Canada :		
Subsides en vertu de l'A. B. du N..	$959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi commis..	72,848 41	
Subside spéciale, 47 Vict., chap. 4...	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8........	119,700 00	
		$1,279,261 89
Intérêts :		
Intérêt sur prix de vente du chemin Q. M. O. & O..................	$300,000 00	
Intérêt sur prêts et dépôts.........	7,000 00	
		$ 307,000 00
Terres, forêts et Pêcheries......		1,139,000 00
Mines..............................		10,000 00
Administration de la justice :		
Timbres judiciaires................	$195,000 00	
Honoraires judiciaires............	16,000 00	
Fonds de bâtisses et des jurés (revenu brut)................	30,000 00	
Entretien des prisonniers........	9,000 00	
Gardes des prisons, Montréal et Québec...................	4,000 00	
Amendes.......................	200 00	
Prison de Montréal...............	1,500 00	
Autres prisons—Gains des prisonniers.........................	200 00	
Palais de justice de Montréal.....	6,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec....................	500 00	
		$262,400 00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).........		70,000 00
Licences (revenu brut).....................		650,000 00
Taxes directes sur les corporations commerciales..................................		180,000 00
Droits sur les successions........................		265,000 00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.		5,300 00
do sur renouvellement d'hypothèques.		200 00
Entretien des aliénés........................		75,000 00
do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme..................		20,000 00

Législation...................................	
Gazette Officielle................................	8,000 00
Loyers d'édifices publics, etc...................	20,400 00
Revenu casuel..................................	1,500 00
Compagnies d'assurance provinciales—contributions.................................	6,800 00
Contributions aux pensions, service civil.....	400 00
Prime, escompte et change....................	5,000 00
	1,500 00
	$4,306,761 89
Taxes sur les subventions de chemins de fer..	15,000 00
	$4,321,761 89

Dépenses probables 1901-1902

	$ cts.
Dette publique..................................	1,557,776 02
Législation.....................................	198,64[illegible] 70
Gouvernement civil..............................	280,56[illegible] 00
Administration de la justice, etc...............	512,658 55
Instruction publique, etc.......................	461,560 00
Travaux et édifices publics—(ordinaires)......	100,107 26
Agriculture.....................................	189,750 00
Terres, Forêts & Pêcheries.....................	141,0[illegible]0 00
Colonisation & Mines, etc......................	136,750 00
Asiles des aliénés, Ecoles de réforme, etc.....	413,825 00
Institutions de bienfaisance...................	45,210 75
Charges sur le revenu..........................	127,500 00
Services divers................................	102,300 00
	4,267,643 28
Travaux et édifices publics—(extraordinaires).	33,300 00
	4,300,943 28
Subventions de chemins de fer...............	191,534 0
	$4,492,477 28

Opérations de caisse, 1899-1900.

Argent en banque le 30 juin 1899..................			$201,970 05
Il faut en deduire le montant des mandats dûs et payés au 30 juin 1899.....................			87,476 18
			$114,493 87
Les recettes du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900 ont été :..........			
Recettes ordinaires..............		$4,451,578 29	
Dépots en fideicommis...........		50,867 54	
		$4,502,445 83	
Les dépenses (non compris les subsides de chemins de fer et les dépots en garantie de chemins de fer) ont été du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900 :			
Dépenses ordinaires.	$ 4,428,385 72		
" extraordinaires............	5,000 00		
Dépots en fideicommis.............	32,447 52		
		$4,465,833 24	
			36,612 59
Surplus des recettes......................			$151,106 46
Les paiements de subsides de chemins de fer et des dépots de garantie de chemins, du 1er juillet 1899, au 30 juin 1900, ont été :			
Subsides de chemins de fer.........		$ 90,276 22	
Dépots en garantie de chemins de fer		33,072 12	$123,348 34
Solde en caisse le 30 juin 1900...................			$ 27,758 12
Soit :			
Argent en banques.............		$160,425 05	
Moins mandats non payés non compris dans les paiements ci-dessus.		132,666 93	
			$ 27,758 12

ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la province de Québec au 30 juin 1900.

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion....	$ 33,345,870 67	
Augmentation du capital par conversion..................	1,726,156 76	
		$35,072,027 43
Emprunts temporaires..................................		700,000 00
Dépôts en fidéi-commis		348,366 05
Mandats impayés..................................		132,666 93
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	$ 267,183 87	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. par acre, autorisées, mais non encore dues.........	458,483 58	
		725,667 45
Octroi pour le pont sur le St-Laurent.........		250,000 00
Perte sur dépot à la Banque d'Echange......		25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec...		176,000 00
		$37,429,946 61

ACTIF.

Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. déposé en banque.......	$ 377,390 00
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. placé en $29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%................	$ 31,610 00
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations du palais de justice de Québec......	$ 176,000 00

Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations de la cité de Québec................	$ 15,000 00		
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O............	7,000,000 00		
		$7,600,000 00	
Fonds inscrits de le province Québec 3 %........................		55,646 38	
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47 Victoria, chapitre 8........		2,394,000 00	
Argent en banque........		160,425 05	
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé [illegible] vente de propriété..............................		5,391 11	
Réclamation en faveur feu l'hon. Thomas McGreevy..............		100,000 00	
Avances à divers.....................		159,332 89	
Palais de justice de Québec, en vertu du 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16..		176,000 00	
			10,650,795 43
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1900.			$26,779,151 18

L'excédent du passif sur l'actif était le 30 juin 1899...$26,625,562 47

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif de cette année-là comme suit :

Augmentation du passif :

Capital de la dette consolidée (par la conversion)................	$ 0,729 04
Dépots en fidéi-commis.	18,420 02
Mandats non payés....	45,190 75
Octroi pour pont sur le Saint-Laurent	250,000 00
	$ 324,339 81

Diminution du passif :			
Dette consolidée (achat).	$67,549 33		
Dépots en garantie de chemins de fer.......	33,072 12		
Subsides de chemins de fer..................	90,276 22		
Obligations du Palais de Justice de Québec...	24,000 00	214,897 67	109,442 14
			$ 26,735,004 61
Augmentation de l'actif :			
Fonds inscrits, 3%.....		$ 23,898 43	
Diminution de l'actif :			
Avances..............	2,500 00		
En caisse..............	41,545 00		
Taxe du palais de justice de Québec...........	24,000 00	68.045 00	44,146 57
Excédent du passif sur l'actif le 30 juin 1900.			$26,779,151 18
Excédent du passif sur l'actif le 30 juin 1899....			$26,625,562 47
" " " " 1900...			26,779,151 18
Augmentation de l'excédent du passif............			$ 153,588 71
Augmentation du capital de la dette consolidée par la conversion..............................			10,729 04
			$ 142,859 67

Ce qui se repartit comme suit :

Montant réduisant l'actif relativement aux avances..................		$ 2,500 00
Montant de l'augmentation du passif par la subvention pour un pont sur le Saint-Laurent...		250,000 00
		$252,500 00
Moins :		
Le surplus du revenu ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, comprenant le rachat de $67,549.33 d'obligations de l'emprunt de 1880 et l'achat de $23,898.43 du fonds inscrit pour le fonds d'amortissement......	$18,192 57	

Montant de la diminution du passif relativement à la dette consolidée	67,549 33		
Montant de l'augmentation de l'actif relativement au fonds d'amortissement......	23,898 43	109,640 33	$142,859 67

Sans compter les $10,729.04 d'augmentation sur le capital de la dette consolidée par la conversion, et les $250,000 accordés pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent (à Québec), l'excédent du passif de cette année fiscale a été réduit de $107,140.33.

Dette consolidée

Au 30 Juin 1899 la dette consolidée était de.........................		$35,128,847 72
Au 30 Juin 1900.................		35,072,027 43
Réduction de la dette consolidée..		56,820 29
Se divisant comme suit :		
Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées..............................	$67,549 33	
Obligations d'emprunts divers rachetées par la conversion de la dette..............................	59,957 34	
	127,506 67	
Moins :		
Fonds inscrits de 3 % émis dans la conversion de la dette..............	70,686 38	56,820 29
Au 30 Juin 1900 la dette consolidée consistant en obligations de divers emprunts de la province était de..............................		$35,072,027 43
A déduire les fonds d'amortissements investis s'élevant à.........		10,049,646 38
Ce qui laisse une balance de la dette consolidée " non pourvue " de.		$25,022,381 05

Dette flottante

Le 30 juin 1900 cette dette consistait en :

Emprunts temporaires		$700,000 00
Dépots en fidei-commis		348,366 05
Mandats non payés		132,666 93
Subsides de chemins de fer octroyés, mais non gagnés		725,667 45
Octroi pour un pont sur le St-Laurent		250,000 00
Perte sur dépot à la Banque d'Echange		25,218 75
		$2,181,919 18
Pour rencontrer cette dette nous avons :		
Argent en banques	$160,425 05	
Réclamations contre des personnes et des corporations pour prêts et avances	264,724 00	425,149 05
Balance de la dette flottante pour laquelle il n'a pas été pourvu, de		$1,756,770 13

Une augmentation de $234,307.43 durant l'année.

Montant de la dette nette consolidée	$25,022,381 05
Montant de la dette nette flottante	1,756,770 13
Total de la dette " non pourvue "	$26,779,151 18

Conversion de la dette en vertu du 60 Vict., chap. 2.

Les obligations suivantes ont été converties durant l'année par l'entremise de l'agence de la Banque de Montréal à Londres :

Emprunt de 1874	$ 2,433 34
" " 1880	31,244 00
" " 1882 (à Londres)	26,280 00
	$ 59,957 34
La prime payée sur ces obligations s'est élevée à	7,194 73
	$ 67,152 07
L'escompte sur l'émission du fonds inscrit a été de	$ 3,534 31
Montant du fonds inscrit émis à 3 o/o	$ 70,686 38

Le capital de la dette a été augmenté par la conversi
durant l'année de $10,729.04.

Le total des obligations converties au 30 juin 1900 était de		$7,393,254
Et les fonds inscrit à 3 o/o émis pour cette conversion ont été de		9,119,411
Augmentation du capital de la dette par la conversion		$1,726,156
L'intérêt annuel sur les $7,393,254.65 d'obligations converties a été de		$ 331,256
Intérêt annuel sur les $9,119,411.41 des fonds inscrits	$ 273,582 31	
Le fonds d'amortissement annuel requis pour le rachat de l'augmentation de $1,726,156.76 sur le capital de la dette au 1er avril 1937, est de	22,912 80	
		$ 296,495
Economie dans la dépense produite par la conversion des obligations originaires jusqu'à date où elles viendront à maturité		$ 34,761

Contre cette économie annuelle il faut porter l
$56,996.32 de commutation des droits de timbres sur l
$9,119,411.41 des fonds inscrits.

Arbitrage

FONDS DES ÉCOLES COMMUNES

Lors de la deuxième session de cette législature, le
travaux des états de compte de ces fonds ont été arrêtés e
attendant la décision de la cour suprême sur un app
d'Ontario à propos des décisions des arbitres du 6 mars 189
et du 21 octobre 1899.

La Chambre avait eu connaissance pendant les année
précédentes de la nature et de l'effet de ces décisions qu
rendaient Ontario responsable envers le fonds des école
communes du montant des réductions accordées dans le pri
et les intérêts alloués aux acheteurs des terres des école
communes par le gouvernement d'Ontario, en vertu d'un
loi de sa législature en date du 2 mars 1892. Cette lo
décidait que ces réductions et diminutions devaient êtr

faites en payant les sommes prises sur le fonds du revenu consolidé d'Ontario, et que les intérêts de Québec n'en devaient pas être affectés, mais en examinant les livres, on a constaté que toutes ces réductions et déductions avaient été faites sur les perceptions du fonds des écoles communes, et Ontario essaya de justifier cet acte qui était en contravention directe du statut ci-dessus mentionné, mais les arbitres décidèrent qu'Ontario était responsable du plein montant de toutes les réductions et diminutions, sauf dans le cas où il serait prouvé qu'elles avaient été faites comme acte d'une administration équitable et prudente du fonds des écoles.

Le premier mai 1900, cet appel d'Ontario, sur motion de l'avocat de Québec, a été mis à néant par décision unanime de la cour, et après une assemblée des arbitres qui eut lieu le 2 juin, deux comptables, MM. Robert Forsyth nommé par Ontario et Albert Swindlehurst nommé par Québec, furent désignés pour reviser et corriger les articles composant les états préparés en 1894, par M. John Hyde, des montants dont Ontario était responsable envers le fonds des écoles communes pour les déductions de prix et d'intérêt accordées aux acheteurs de ces terres par le gouvernement d'Ontario.

Ces comptables n'ont complété ce travail que dans le mois de janvier de cette année, et les états revisés et corrigés sont maintenant prêts à être présentés aux arbitres. Il y a quelques articles sur lesquels les comptables n'ont pu s'accorder, et qui ont été réservés pour être décidés par le bureau. Il est donc probable que, à la première assemblée des arbitres, le montant qu'Ontario doit au fonds pour les perceptions à raison des ventes jusqu'au 31 décembre 1892, sera déterminé. Ce montant sera d'environ $275,000, lequel ajouté à la somme qui se trouve déjà entre les mains du Dominion, portera le fonds des écoles à $2,803,484, sur lequel le Dominion paie des intérêts à Ontario et à Québec en proportion de leur population respective.

Ce fonds sera de plus augmenté de la somme qu'Ontario doit comme intérêts, en vertu des décisions ci-dessus mentionnées, sur les perceptions retenues jusqu'en 1889 au lieu d'avoir été payées semi-annuellement au Dominion, conformément à la décision de 1870. La préparation de ce compte d'intérêt sera probablement faite conjointement par les comptables désignés par les deux provinces ou nommés par les arbitres.

Cela comprendra les comptes du fonds des écoles communes en ce qui regarde les perceptions provenant des ventes de terres jusqu'au 31 décembre 1892. Il existe cependant une somme de plus de $500,000 encore en souffrance et due par les acheteurs de ces terres qui, d'après nos renseigne-

ments, peuvent payer entièrement leur dette sans difficulté, leurs terres étant situées dans la meilleure partie du Canada pour les fins agricoles et leurs fermes étant de grande valeur à peu d'exceptions près. La province d'Ontario ne semble pas, malgré la commission de 6 °/₀ allouée par la décision de 1870 sur les sommes perçues, avoir fait aucun effort pendant trente ans pour faire payer les balances dues sur ces ventes de terres, mais, parait, au contraire, en avoir empêché le paiement en changeant les termes et conditions des ventes dans l'intérêt des acheteurs. Dans ces circonstances, le gouvernement a jugé qu'il était de son devoir de s'adresser aux arbitres pour que les balances non payées du capital et des intérêts de ces ventes, dans la proportion qu'il peut être jugé équitable et juste, soient considérées comme argent dû par Ontario au fonds des écoles communes jusqu'au 31 décembre 1892, ou pour que les arbitres fixent et déterminent une date à partir de laquelle Ontario devra être considéré comme ayant reçu ces balances.

Cette réclamation a été faite et débattue à l'assemblée des arbitres du 2 juin dernier, et le 13 septembre, ceux-ci, considérant qu'il s'agissait d'une question légale, décidèrent et jugèrent qu'ils n'avaient ni autorité ni juridiction pour s'en occuper. Cette décision étant rendue sans préjudice aux droits et intérêts de Québec dans les balances non reçues.

Vu le montant considérable mis en question et jugeant, d'après l'administration passée d'Ontario, qu'il serait probable que ces balances resteraient non payées, au mépris des intérêts de Québec et au détriment de cette province, il a été décidé d'en appeler de cette décision à la cour suprême. On espérait que la cour suprême aurait pu prendre connaissance de cet appel au dernier terme, mais l'absence forcée du juge en chef, Sir Henry Strong, a empêché d'avoir un quorum suffisant pour entendre l'appel, M. le juge Girouard ne pouvant pas siéger, attendu qu'il avait été avocat dans la cause du fonds des écoles communes. Il est probable que l'appel sera plaidé au prochain terme de la cour.

Il avait été reconnu—que l'appel fut maintenu ou renvoyé—qu'il était très important qu'un état exact des montants de ces balances non payées fut fait et reconnu comme exact par les deux provinces d'Ontario et de Québec, et on a proposé à Ontario de faire faire un état conjoint préparé par les mêmes comptables qui avaient déjà fait celui des déductions etc., en vertu de la décision du 21 octobre 1899, attendu qu'ils étaient au courant des comptes et des dossiers se rapportant au vente des terres des écoles communes ; mais le gouvernement d'Ontaria refusa de se joindre à nous pour faire préparer cet état, et celui-ci offrait de laisser consulter les livres et dossiers du département des terres de la couronne

par la personne que la province de Québec pourrait nommer pour faire cet état *ex-parte*.

Il fut alors décidé de donner instruction à M. Swindlehurst, dont la compétence et la capacité avaient été reconnues, de préparer l'état des balances non payées, et il s'occupe actuellement de ce travail.

Comptes avec le Dominion

COMPTES DE LA PROVINCE DU CANADA

A l'assemblée des arbitres du 2 juin, un état de comptes entre le Dominion et l'ancienne province du Canada, maintenant représentée par les provinces d'Ontario et de Québec, depuis la confédération jusqu'au 31 décembre 1892, dont le règlement avait soulevé tant de questions difficiles, ayant été accepté par les représentants des trois gouvernements, fut présenté au bureau.

Le montant de la dette des provinces pour les annuités des sauvages des lacs Supérieur et Huron, et le montant fixé comme capital dont le paiement relevait les deux province de toute obligation à partir de cette date et à toujours, ayant été approuvés par ordres en conseil des trois gouvernements, furent compris dans le compte. La balance devant être portée au débit des comptes particuliers des provinces avec le Dominion, dans la proportion déterminnée par les arbitres en 1870 pour la division de l'excédent de dette en sus de $60,000,000 de l'ancienne province du Canada, s'élevant à $213,904.04 sur laquelle la part de Québec est $100,-553.51.

Comptes de Québec avec le Dominion

Le compte entre le Dominion et la province de Québec, depuis la confédération jusqu'au 31 décembre 1892, a également été complété, mais n'a pas encore été présenté aux arbitres.

La balance de ces comptes s'élève à $1,096,325.11 en faveur du Dominion, qui représentent en fait les montants des deux avances de $500,000 et de $125,000 faites par le Dominion à la province en 1878 et en 1879, avec intérêt à 5 %.

D'un autre côté, le Dominion détient certains fonds appartenant à cette province s'élevant à $412,314.25, et la part de Québec dans le fonds des écoles communes retenue par le Dominion en fidéicommis pour les deux provinces, s'élèvent en prenant pour base la population d'après le recensement

de 1891, à $1.044,653.86, sur lesquelles le Dominion paie annuellement un intérêt au taux de 5 % par an.

La part de Québec dans le fonds des écoles communes sera certainement augmentée de plus de $100,000 quand les montants dûs par Ontario en vertu des décisions du 6 mars 1896 et du 21 octobre 1899 auront été payés au Dominion, et il reste à percevoir notre part des $500,000 des balances non payées sur les ventes des terres des écoles communes.

Conclusion

En terminant, M. l'Orateur, je dois remercier la chambre de la bonté et de la patience dont elle a fait preuve en prêtant une oreille attentive aux détails qu'il était de mon devoir de donner sur la position financière de la province. L'histoire des opérations du trésor, pendant les trois années qui viennent de s'écouler est un sujet dont on peut parler avec plaisir. Après de longues années de déficits, nous avons réussi à équilibrer enfin nos recettes et nos dépenses, et nous pouvons même prouver un modeste surplus. Nous avons arrêté l'augmentation rapide de la dette publique et pu payer pendant les trois dernières années, une somme de $225,-131.99, en réduction de cette dette.

De fait, nous n'avons pas créé de nouvelles sources d'impôts. Il est vrai que l'on n'a pas voté de grandes subventions comme on le faisait autrefois, mais le peuple de la province a appris à avoir confiance en lui-même, et aucune industrie n'en a souffert.

L'agriculture a été plus prospère qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. L'exode de notre population vers la grande république, située au sud de notre frontière a cessé, et les canadiens trouvent maintenant un foyer dans leur pays natal.

La colonisation a été encouragée au plus haut degré. Les ressources naturelles de notre province commencent à être connues au loin, et les fonds étrangers affluent plus que jamais auparavant. C'est par millions que l'on voit les capitaux arriver chez nous pour être placés dans l'industrie de la pulpe et du papier. Nos magnifiques pouvoirs d'eau sont destinés à faire de la province de Québec un des grands centres manufacturiers du monde. Notre peuple est uni et heureux. L'esprit de parti, parfois rempli d'acrimonie dans le passé, a disparu. Le peuple, sans distinction de nationalités, de croyances ou de partis, est uni dans la résolution de faire de la province de Québec, non seulement une des premières provinces du Dominion, mais une des contrées les plus avancées du monde.

ETAT A.

Année.	Dépenses.	Recettes.	Déficit	Surplus
1896-97	$4,907,281.71	$3,923,238.70	$984,043.01	
1897 98	4,449,045.48	4,236,015.14	213,030.34	
1898-99	4,234,410,81	4,249,589.99	....	$15,179.18
1899-00	4,465,833,24	4,502,445,83	....	36,612.59

ETAT B.

1896-97.

Dépenses :

Dépenses ordinaires (y compris $84,680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)			$4,677,095 20
Dépenses extraordinaires (édifices publics)			176,832 28
Achat de propriété			30,000 00
Paiements sur dépôts en fidéi-commis			14,999 01
Taxes sur les subventions de chemins de fer :			
Frais de perception		$ 413 17	
Remboursements		7,942 05	
			8,355 22
			$4,907,281 71

Recettes :

Revenu ordinaire		$ 3,874,803 18	
Vente de propriété	2,500 00		
Dépôts de fonds en fidéi-commis	4 772 48		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	163 04	48,435 52	
			3,923,238 70
Déficit			$ 984,043 01

1897-98.

Dépenses :

Dépenses ordinaires (y compris $87,307 99 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)			$4,364,686 68
Dépenses extraordinaires (édifices publics)			50,683 70
Paiements sur dépôts en fidéi-commis			33,675 10
			$4,449,045 48

Recettes :

Revenu ordinaire		$ 4,176,139 63	
Dépôts de fonds en fidéi-commis	58,358 79		
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	1,516 72		
		59,875 51	
			4,236,015 14
Déficit			$ 213,030 34

1898-99.

Dépenses :

Dépenses ordinaires (y compris $70,274.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)........			$4,188,641 10
Dépenses extraordinaires (édifices publics)................			11,059 11
Paiements sur dépôts en fidéi-commis..........			33,387 60
Taxes sur les subventions de chemins de fer, remboursements.			1,323 00
			$4,234,410 81

Recettes :

Revenu ordinaire..............		$ 4,220,844 73	
Dépôts de fonds en fidéi-commis	26,010 56		
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	2,734 70		
		28,745 26	
			4,249,589 99
Surplus........................			$ 15,179 18

1899 00.

Dépenses :

Dépenses ordinaires (y compris $67,549 33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)................................		$4,428, 385 72	
Dépenses extraordinaires (édifices publiques)		5000 00	
Paiments sur dépôts en fidéi-commis........		32,447 52	
			$4,465,833 24

Recettes :

Revenue ordinaire..,...........		$4,450,933 46	
Dépôt de fonds en fidéi-commis........................	50,867 54		
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	644 83		
		51,512 37	
			4.502,445 83
Surplus			$36 612 59

ETAT C.

RECETTES.

—	1895-96 $ c.	1896-97 $ c.	1897-98 $ c.	1898-99 $ c.	1899-00 $ c.
Puissance du Canada	1,231,798 50	1,257,183 70	1,266,413 48	1,320,137 28	1,278,991 82
Terres de la Couronne	1,045,310 19	879,893 26	....	....	....
Terres, Forêts et Pêcheries	....	....	1,087,042 52	1,043,245 67	1,299,371 73
Mines	....	....	7,872 67	4,125 93	11,961 48
Timbres judiciaires	186,278 50	177,426 80	182,490 40	195,570 50	194,110 10
do d'enregistrement	61,338 51	63,875 90	66,423 95	68,850 95	68,003 49
Fonds de bâtisses et des jurés	23,828 40	27,565 83	23,433 81	30,612 13	29,232 42
Honoraires judiciaires	14,329 34	9,654 38	16,642 96	14,980 79	20,533 46
Municipalités—Pour l'entretien des prisonniers	11,322 06	12,751 96	8,121 18	9,166 43	8,546 70
Palais de Justice de Montréal	4,381 94	2,123 88	5,155 79	5,938 96	7,075 99
Prison de Montréal	2,374 59	2,946 94	1,578 02	1,298 85	10 81
Gardes des prisons de Montréal et Québec	13,600 00	2,800 00	4,000 00	4,000 00	4,000 00
Gain des prisonniers, prison de Québec	42 01	140 75	192 66	109 01	150 60
do do do Ste. Scholastique	....	....	13 60	....	....
Ferme de la prison, Québec	10 00	....	....	....	....
Amendes, Justice	147 50	246 60	136 50	209 50	184 85
Honoraires du grand connétable, Québec	113 41	540 29	683 10	530 98	535 46
Fonds d'amortissement du Palais de Justice, District d'Ottawa	....		....	263 83	24 05
Licences	663,087 46	586,176 42	615,043 83	613,747 66	593,440 45
Taxes directes sur les corporations commerciales	148,643 86	134,404 03	194,312 36	172,626 04	186,598 39
do sur transports de propriétés	184,254 50	74,856 99	2,055 81	277 10	139 80
do directes sur certaines personnes	17,507 67	3,507 74	1,380 18	686 43	16 00
Licences de manufactures et de commerce	79,728 52	10,393 77	29,846 74	7,347 64	1,383 09
Droits sur successions	163,565 33	229,441 72	163,455 26	287,995 63	270,865 58
Commission sur honoraires d'officiers publics	8,125 67	6,671 83	8,550 07	5,847 69	5,291 87
do sur renouvellement d'hypothèques	165 44	163 04	128 10	106 76	151 96
Législation	11,491 51	8,391 39	8,780 12	9,349 13	12,572 63
Asiles d'aliénés, contributions municipales	35,005 69	7,703 59	63,544 63	44,722 66	77,196 25
do patients payants	78 00	1,638 98	2,127 85	2,149 61	2,517 62
Ecole d'industrie et de réforme	12,306 76	923 72	36,386 84	19,677 44	23,176 22
Gazette Officielle de Québec	23,182 60	21,637 58	20,958 55	18,544 56	17,879 89
Revenu casuel	4,880 85	7,570 62	8,121 49	8,367 44	7,782 25
Service civil, contributions pour pensions	6,028 77	5,712 61	5,514 35	5,322 72	5,368 15
Compagnies d'assurances provinciales—Dépenses d'inspection	400 00	376 33	397 86	429 35	546 81

Travaux et édifices publics, loyers	1,063 60	785 60	1,060 60	1,062 60	1,783 47
Inspection des chemins de fer	492 00	204 00	72 00	108 00	108 00
Intérêts sur prêts et dépôts	17,437 79	35,556 71	40,452 29	18,847 58	18,836 24
Prime, escompte et change	29 00	2,141 15	2,916 72	4,023 86	2,511 65
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	333,057 98	299,395 07	300,833 34	300,827 85	300,084 18
Remboursements	21,897 81				
Prêt aux incendiés de Québec	200 00				
Puissance du Canada, comptes généraux	244 70				
	4,327,910 55	3,874,803 18	4,176,139 63	4,221,108 56	4,450,933 46
Ventes de propriété à Québec		2,500 00			
FONDS EN FIDEI-COMMIS, REMBOURSEMENTS, ETC. :—					
Fonds de pensions des instituteurs					
Fonds d'amortissement de la cité de Hull	7,789 57	3,951 21	1,022 70	949 40	710 71
do do do Pointe à Gatineau	163 40	167 63	173 84	179 64	184 10
Héritiers et succession F. E. Roy	100 00	100 00	100 00	140 00	140 00
Fonds de licences de mariage	880 50	884 50	886 10	866 50	880 80
Cautionnement des officiers publics	7,221 00	6,693 00	6,864 00	6,714 00	6,804 00
Dépôt de la Cie d'Assurance St. Laurent	1,508 17	1,000 00	563 00	900 00	2,120 82
Fonds du Palais de Justice d'Aylmer	10,000 00	15,000 00			
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer		17,976 14			
Dépôts en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 34	3,285 62	163 04	1,516 72	2,734 70	644 83
do do 61 do 39			5,000 00	5,000 00	15,000 00
Débentures du Palais de Justice de Hull, fonds d'amortissement			25,000 00	10,000 00	
Fonds de bâtisse et des jurés district de Rimouski, assurance sur le Palais de Justice et la Prison			968 15	997 19	1,027 11
Tax du Palais de Justice de Québec			17,781 00		24,000 00
	4,358,858 81	3,923,238 70	4,236,015 14	4,249,589 99	4,502,445 83
Emprunts temporaires	300,000 00	700,000 00			
Rachat emprunt 1876, remboursement	736 10				
Produit de l'emprunt de 1896	2,044,000 00	1,124,200 00			
do do 1897		1,224,000 00			
Produits de fonds inscrits emaués en consolidation de la dette		3,015,853 86	738,676 28	4,389,322 30	67,152 07
En caisse au 1er juillet de chaque année	543,033 37	784,799 49	1,391,428 65	490,663 59	201,970 05
	7,246,628 28	10,772,092 05	6,366,120 07	9,129,575 88	4,771,567 95

ETAT D.

DÉPENSES.

—	1895-96	1896-97	1897-98	1898-99	1899-00
	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.
Dette publique	1,497,429 99	1,550,874 16	1,591,177 03	1,558,323 03	1,538,059 20
Législation	195,549 27	288,623 41	210,910 19	190,027 22	199,563 09
Gouvernement civil	253,401 69	277,247 91	282,585 08	269,650 70	285,872 35
Administ. de la justice, &c.	[illegible]68,544 28	662,665 77	618,379 65	609,151 09	626,242 37
Instruction publique	[illegible]82,759 76	410,060 00	434,260 00	389,014 81	452,758 37
Agriculture				175,418 26	193,759 97
Colonisation	286,814 09	404,695 75	307,476 97	79,000 00	124,000 00
Immigration				4,250 00	4,249 63
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	97,544 64	165,783 76	127,483 73	83,968 98	92,209 15
Extraordinaires	58,485 34	176,832 28	50,683 70	11,059,11	5,000 00
Asiles et institutions de bienfaisance	326,078 25	358,616 77	339,375 75	379,570 75	384,970 75
Terres, Forêts et Pêcheries				121,568 41	149,704 13
Arpentages et Mines				57,243 00	60,845 00
Divers (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur leurs perceptions	433,099 69	558,527 67	453,038 28	271,474 85	316,151 71
	4,099,707 00	4,853,927 48	4,415,370 38	4,199,700 21	4,433,385 72
Achat de propriété	....	30,000 00	....	....	....
Remboursements de dépôts de garantie de chemin de fer	268,241 39	381,187 62	237,471 86	99,630 37	33,072 12
Fonds en fidéicommis	17,459 02	14,999 01	33,675 10	33,387 60	32,447 52
Fonds de remboursements des subventions de chemins de fer, frais et remboursements	29,861 11	8,355 22	....	1,323 00	....
	4,415,268 52	5,288,469 33	4,686,517 34	4,334,041 18	4,498,905 36
Subventions aux chemins de fer et Q. M. O. & O.	250,186 59	1,346,475 01	198,645 14	100,679 17	90,276 22
	4,665,455 11	6,634,944 34	4,885,162 48	4,434,120 35	4,589,181 58
Remboursements d'emprunts temporaires	1,760,000 00	....	....	....	....
Rachat de la dette par conversion :					
Partie emprunt '74 et prime	....	....	56,048 90	915,420 48	2,599 47
do do 1876 do	....	....	64,794 80	981,409 77	....
do do 1878 do	....	....	163,584 00	178,491 23	....
do do 1880 do	....	....	24,079 04	913,373 98	34,059 87
do do 1882 do	....	....	322,849 80	771,470 89	30,492 73
do do 1888 do	....	....	....	315,494 06	....
do do 1894 do	....	....	107,319 74	313,661 95	....
do do 1896 do	....	3,015,853 86	....	....	....
	6,425,455 11	9,650,798 20	5,623,838 76	8,823,442 65	4,656,333 65
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au 30 juin 1895, 1896, 1897, 1898, 1899	209,495 96	173,122 28	443,257 08	191,639 36	87,476 18
	6,634,951 07	9,823,920 48	6,067,095 84	9,015,082 01	4,743,809 83
Déduisez : Mandats impayé au 30 juin 1896, 1897, 1898, 1899, 1900	173,122 28	443,257 08	191,639 36	87,476 18	132,666 93
	6,461,828 79	9,380,663 40	5,875,456 48	8,927,605 82	4,611,142 90

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1901-1902

Puissance du Canada :		
Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	$ 959.252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi commis	72,848 41	
Subside spécial, 47 Viet, chap. 4	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Viet., chap. 8	119.700 00	
Intérêts :		$1,279,261 89
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O	00,600	
Intérêts sur prêts et dépôts	7,000 00	
Terres, Forêts et Pêcheries		307,000 00
Mines		1.139 000.00
Administration de la Justice :		16.000 00
Timbres judiciaires		
Honoraires judiciaires		
Fonds de bâtisses et des jurés (Revenu brut)	195.000 00	
Entretien des prisonniers	16,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	30,000 00	
Amendes	9,000 00	
Prison de Montréal	4,000 00	
Autres prisons—Gain des prisonniers	200 00	
Palais de Justice de Montréal	1,500 00	
Honoraires du grand connétable, Québec	200 00	
	6,000 00	
Timbres d'enrégistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)	500 00	
Licences. (Revenu brut)		262,400 00
Taxes directes sur les corporations commerciales		70 000 00
Droits sur successions		650,000 00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		180,000 00
do sur renouvellement d'hypothèques		265,000 00
Entretien des aliénés		5 300 00
do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme		300 00
Législation		75,000 00
Gazette Officielle		20 000 00
Loyers d'edifices publics		8 000 00
Revenu casuel		20,400 00
Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions		1 500 00
Contributions aux pensions, service civil		6 800 00
Prime, escompte et change		400 00
		5,000 00
		1,500 00
		4,306.761 89
Taxes sur les subventions de chemins de fer		15 000 00
		$4,321,761 89

ETAT F.

DEPENSES PROBABLES, 1901-1902.

	$ cts.
Dette publique	1,557,776 02
Législation	198,644 70
Gouvernement civil	280,561 00
Administration de la justice, etc	215,658 55
Instruction publique, etc	461,560 00
Travaux et édifices publics	100,107 26
Agriculture	189,750 00
Terres, Forêts et Pecheries	141,000 00
Colonisation et Mines, etc	136,750 00
Asiles des aliénés, Ecoles d'industrie de réforme, etc	413,825 00
Institutions de bienfaisance	45,210 75
Charges sur la revenu	127,500 00
Services divers	102,300 00
	4,267,643 28
Travaux et édifices publics—Extraordinaires	33,300 00
	4,300.943 28
ubventions de chemins de fer	191,534 00
	$ 4,492,477 28

ETAT G.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Pr[illegible]ince de Québec au 30 juin, 1900.

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion		$33,345,870 67	
Augmentation du capital par conversion		1,726,156 76	
			35,072,027 43
Emprunt temporaire			700,000 00
Dépôts en fidéi-commis			348,366 05
Mandats impayés			132,666 93
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues		$267,183 87	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. per acre, autorisées mais non encore dues		458,483 58	
			725,667 45
Octroi pour le pont sur le St. Laurent			250,000 00
Perte sur dépot à la Banque d'Echange			25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec			176,000 00
			$37,429,946 61

ACTIF.

Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. déposé en banque	$377,390 [illegible]		
do do placé en $29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	31,610 00		
do do placé en obligations du palais de justice de Québec	176,000 00		
do do placé en obligations de la cité de Québec	15,000 00		
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	7,000,000 00		
Fonds inscrits de 3%		7,600,000 00	
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8		55,646 38	
Argent en banque		2,394,000 00	
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété		160,425 05	
Réclamation *in re* feu l'honorable Thomas McGreevy		5,391 11	
Avances à divers		100,000 00	
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16		159,332 89	
		176,000 00	
			10,650,795 43
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1900			$26,779,151 18